



Emmanuel Macron tente de resserrer les liens avec la jeunesse

L'Elysée multiplie les signaux envers les 18-30 ans, considérés comme « les plus pénalisés » par les conséquences de la crise sanitaire. En 2005, Jacques Chirac était apparu désarmé face au « pessimisme » de jeunes Français réunis, le temps d'un débat, dans le cadre de la campagne pour le référendum sur la Constitution européenne. « Je ne le comprends pas », soufflait-il à la génération des enfants de la télé. Comment Emmanuel Macron va-t-il réagir à celle des smartphones ?

Jeudi 3 décembre, le président de la République devait répondre aux questions du média en ligne Brut, très prisé des 18-30 ans. Une « conversation » avec les jeunes, comme disent les promoteurs de cet entretien, appelée à se poursuivre dans la foulée sur l'application Snapchat. Le tout sous la houlette notamment du journaliste Rémy Buisine, récemment frappé par les forces de l'ordre lors de l'évacuation violente d'un camp de migrants, à Paris.

Lancée début septembre, la demande d'interview a été sérieusement considérée par l'Elysée à partir du discours prononcé par le chef de l'Etat aux Mureaux (Yvelines), le 2 octobre, sur le « séparatisme islamiste » « Dans les questions qui émergeaient sur les réseaux sociaux, le vivre-ensemble et la laïcité étaient des conversations assez fortes », relève un proche de M. Macron. Pour ne pas dire des incompréhensions. La question brûlante des violences policières est venue s'y greffer : la vidéo du tabassage du producteur de musique, Michel Zecler, a eu un effet retentissant. Selon un sondage Elabe pour BFM-TV, paru mercredi, seulement 47 % des 18-24 ans déclarent avoir confiance dans la police. Une baisse de 18 points par rapport à juin.

Conscient des accusations de dérive liberticide qui l'enserrent, en particulier à la suite des débats sur l'article 24 de la proposition de loi « sécurité globale », le locataire de l'Elysée veut réenclencher un discours positif. « Notre jeunesse a une difficulté de projection dans le futur, elle a le sentiment de ne pas être entendue, convient le délégué général de La République en marche (LRM), Stanislas Guerini. La lutte contre les discriminations est un sujet important pour elle ; elle souhaite un projet d'égalité des chances convaincant. » La question apparaît cruciale, alors que le projet de loi contre le séparatisme, attendu au conseil des ministres, le 9 décembre, affiche pour l'heure une dimension avant tout répressive.

Gommer le ton moralisateur

Ces préoccupations s'inscrivent dans le cadre plus large d'une année 2020 marquée par la crise du coronavirus, durant laquelle les jeunes ont parfois été pointés du doigt pour leur manque de respect supposé des gestes barrières. Après avoir tenu un discours culpabilisant à la rentrée, Emmanuel Macron a corrigé le tir en demandant à ses troupes de gommer ce ton moralisateur. « C'est dur d'avoir 20 ans en 2020 », a-t-il lui-même souligné lors d'un entretien télévisé, le 14 octobre, en listant la somme de ces difficultés : « Examens annulés, angoisse pour les formations, angoisse pour trouver un premier job ». « Je ne donnerai jamais de leçon à nos jeunes parce que ce sont eux qui, honnêtement, vivent un sacrifice terrible », a assuré ce soir-là le chef de l'Etat. Cela n'empêche pas les rechutes au sein de l'exécutif : dans une interview au Parisien, le 28 novembre, le ministre de la santé, Olivier Véran, a ainsi en partie attribué la deuxième vague aux « jeunes qui ont baissé leur niveau de vigilance »

Pour convaincre que « le sort de la jeunesse est un sujet cher au président, qui l'obsède », un soutien du chef de l'Etat convoque le souvenir d'un rapport sur « l'équité générationnelle » supervisé en 2008 par un certain... Emmanuel Macron, alors inspecteur des finances. Rédigé à la demande du Conseil des prélèvements obligatoires, une institution d'experts rattachée à la Cour des comptes, ce rapport regrettait que la répartition des prélèvements obligatoires s'exerce d'abord « en faveur des classes d'âge de plus de 60 ans ». D'où la décision, une décennie plus tard, d'augmenter la contribution sociale généralisée (CSG). Et la gêne actuelle du président de la République. « On demande les plus grands sacrifices à notre jeunesse pour protéger les plus âgés

», a-t-il constaté devant des étudiants, le 29 septembre, lors d'un déplacement à Vilnius, en Lituanie.

« La catégorie la plus impactée depuis la guerre d'Algérie »

Un sentiment massivement partagé dans l'opinion : 65 % des Français pensent que la jeunesse est « actuellement la plus pénalisée par la crise sanitaire et ses conséquences », et 85 % qu'elle le « sera plus encore à l'avenir », selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et France info, publié le 19 novembre. « Ce n'est pas juin 1940. Mais les jeunes sont la catégorie la plus impactée depuis la guerre d'Algérie », estime un conseiller de l'Elysée, en soulignant la multiplicité des crises, du terrorisme au climat, en passant par la santé. « Le cœur de l'opposition et des réserves sur la gestion de crise sanitaire d'Emmanuel Macron se trouve chez les 25-34 ans, dans cette partie de la population qui entre dans la vie active et ne veut pas de contraintes », relève Bernard Sananès, président de l'institut Elabe.

Un véritable carburant à mouvement social. « Partout en Europe, une partie de la jeunesse conteste les mesures sanitaires et pense être le dindon de la farce, met en garde un proche du président de la République. C'est à surveiller de près, car les mobilisations de jeunesse peuvent partir très rapidement, comme on l'a vu récemment en Italie ou en Allemagne. »

Depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement a multiplié les dispositifs de soutien, essentiellement axés sur l'emploi des jeunes. « Jamais nous n'avons mis autant d'énergie et d'argent pour les accompagner sur le marché du travail et la lutte contre la pauvreté », défend la secrétaire d'Etat à la jeunesse, Sarah El Haïry.

Fin juillet, le premier ministre, Jean Castex, a présenté un plan à 6,5 milliards d'euros, avec une mesure phare : une prime de 4 000 euros par an pour toute embauche d'un jeune de moins de 25 ans. Le 14 juillet, M. Macron a par ailleurs annoncé la création de 300 000 contrats d'insertion pour « aller chercher les jeunes qui sont parfois les plus loin de l'emploi » « Outre l'apprentissage, les aides à l'embauche marchent bien, car on compte près d'un million d'embauches en CDD de plus de trois mois ou en CDI, entre août et octobre », se félicite la ministre du travail, Elisabeth Borne.

Pas d'élargissement du bénéfice du RSA

Si une aide de 150 euros est également prévue pour les jeunes touchant les aides au logement (APL) et les étudiants boursiers, pas question, en revanche, d'élargir le bénéfice du revenu de solidarité active (RSA) aux moins de 25 ans. Au grand dam des associations caritatives et d'une partie de la majorité. « Le RSA, ça reste une trappe à pauvreté et à inactivité », tranche un membre du gouvernement. « L'espérance, ce n'est pas l'accès aux aides mais l'accès à l'emploi », ajoute le ministre de l'agriculture, Julien Denormandie.

Reste, enfin, l'écologie, qui a mobilisé la jeunesse ces dernières années dans les marches pour le climat. L'exécutif entend à nouveau pousser les feux sur le sujet dans les semaines à venir, avec la reprise, dans le cadre d'un projet de loi, des propositions de la Convention citoyenne pour le climat. Un enjeu crucial aux yeux d'Emmanuel Macron en vue de l'élection présidentielle de 2022, notamment pour tenter de convaincre une partie de la jeunesse. Lors du dernier scrutin, en 2017, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen l'avaient devancé dans la catégorie des 18-24 ans.

« Le sujet générationnel va être clé, anticipe un proche du chef de l'Etat. Le vote jeune sera un des gros sujets, avec des marqueurs comme l'écologie, l'Europe, le rapport au travail. » « En termes de rapport de force, l'électorat jeune est important pour tout candidat, rappelle la sociologue Anne Muxel, directrice de recherches au Cevipof. Mais pour Emmanuel Macron, il y a un enjeu symbolique : il est difficile d'être un président de la République qui entend porter un projet d'avenir sans engager avec lui les citoyens qui formeront ce monde futur. » Raison de plus pour engager le dialogue.

Alexandre Lemarié et Olivier Faye